

## LA POLITIQUE AFRICAINE ET SA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE

**Jean B. MURHEGA**

Université de Lubumbashi, RDC

[jeanmurhega@yahoo.fr](mailto:jeanmurhega@yahoo.fr)

**Résumé :** Les pandémies réduisent nos sociétés en celles des risques qui s'avèrent incontrôlables par moment. Nous vivons donc dans une société à divers risques non seulement sanitaire mais aussi écologique, sécuritaire, etc. Dans cet article, nous allons montrer que la politique africaine a accusé des faiblesses dans sa gestion de la crise sanitaire. Elle devrait en appeler à la collaboration de tous dans la lutte contre le SARS COV-2 (Severe Acute Respiratory Syndrome) dont la dangerosité, la résurgence et la capacité dévastatrice demeurent indéniables. Il est donc important que nous nous impliquions dans la résolution de nos problèmes en adoptant une attitude réflexive et responsable pour nous sauvegarder et sauvegarder notre entourage, notre maison commune. Ceci requiert un investissement conséquent dans la recherche pour prévenir le danger. La politique africaine est appelée à mettre à contribution tous les scientifiques aux domaines de recherche variés pour trouver des solutions appropriées, raisonnables et acceptables. Ceci nous éviterait de vivre dans une société à divers risques et nous exigerait de nous libérer de l'attente que les grandes puissances pourraient résoudre nos crises sanitaires, sécuritaires, politiques, économiques, etc. et afficherons une attitude méditative et sérieuse à l'égard de nos problèmes dans une « solidarité organique. » (E. Durkheim)

**Mots-clés :** pandémie, politique africaine, société à risques, collaboration, grandes puissances.

**Abstract :** Pandemics reduce our societies to risks that at times prove to be uncontrollable. We therefore live in a society with various risks not only health but also ecological, security, etc. In this article, we will show that African policy has shown weaknesses in its management of the health crisis. It should call for the collaboration of all in the fight against SARS COV-2 (Severe Acute Respiratory Syndrome) whose dangerousness, resurgence and devastating capacity remain undeniable. It is therefore important that our problems be solved by ourselves by adopting a reflective and responsible attitude to safeguard ourselves and those around us, our common home. This requires a substantial investment in research to prevent the danger. African policy is called upon to involve all scientists in various fields of research to find appropriate, reasonable and acceptable solutions. This would prevent us from living in a society with various risks and would require us to free ourselves from the expectation that the great powers could resolve our health, security, economic, etc. crises. and display a meditative and serious attitude towards our problems in an "organic solidarity." (E. Durkheim)

**Keywords :** pandemic, african policy, risk society, collaboration, great powers

## Introduction

Caractérisée par des catastrophes naturelles, des guerres à répétition, des crises non seulement politiques, sanitaires mais aussi sécuritaires, économiques, scolaires, etc., l'Afrique noire sollicite l'aide des grandes puissances, foncièrement capitalistes, pour faire face à toutes ses difficultés. Elles interviennent dans divers secteurs sociaux au motif que ce « jeune continent »<sup>1</sup> nécessite leur assistance. Raison pour laquelle elles offrent des lots des médicaments ou de l'aide financière, etc. Mais comme « là où il y a danger, là aussi croît ce qui sauve » (Heidegger), ces dons constituent un endettement important sous-couvert d'un acte de générosité. Dans certains États africains, le secteur éducatif est toujours secoué par des grèves motivées par la revendication des conditions optimales de travail et de vie. S'inspirant du système éducatif occidental ou américain, les États africains devraient rémunérer décentement les chercheurs, financer la recherche et les laboratoires, etc. La qualité de l'enseignement dépend des résultats de la recherche soutenue par des subventions conséquentes. Celles-ci inciteraient les chercheurs à l'obligation des résultats. Il se dégage qu'investir dans les ressources humaines est un argument puissant pour que la politique africaine fasse face à ses divers problèmes.

La nécessité d'un collectif de pensée se fait sentir pendant la période de la gestion de la Covid-19. La crise sanitaire asiatique, européenne et américaine est arrivée en Afrique blanche et par la suite en Afrique noire. Les médias et les réseaux sociaux relayaient l'information y afférente en insistant sur sa dangerosité, sa capacité de contagion rapide et sa résistance à la riposte. Aux victimes élevées, cette pandémie sème la désolation, la panique et reprend la terreur. Essentiellement dévastatrice, la maladie à coronavirus ne peut être enrayerée que par un véritable collectif de pensée. La politique africaine en tirerait une leçon : une gestion responsable et collective de la pandémie, des mutations en cours dans nos sociétés et de l'évolution de l'humanité. C'est de cette façon qu'elle s'affranchirait de l'ingérence des grandes puissances dans toutes ses crises. Le coronavirus est une pandémie qui a paralysé toutes les activités. A cause de sa capacité dévastatrice, les États se sont impliqués dans la gestion de cette crise sanitaire, la politique africaine a rencontré des difficultés financières. Pour les résoudre, elle recourt aux aides extérieures. Cette étude se propose de montrer la mauvaise gestion de la crise sanitaire est imputable à la politique africaine à cause de sa mauvaise gouvernance du système de santé. Si les aides financières allouées à la crise sanitaire en Afrique étaient bien canalisées, la politique africaine gérerait de manière responsable la crise sanitaire. Nous appuyant sur l'analyse et l'observation directe, le propos montre que la politique

---

<sup>1</sup>Lors de la 75<sup>ème</sup> Assemblée générale de l'ONU, aux messages vidéo enregistrés à cause de la Covid-19, le Président français, Emmanuel Macron, dans son discours, a insisté sur plusieurs points : l'impossibilité de construire le monde sur l'opposition entre la Chine et les États-Unis, le multilatéralisme. Il a souligné avec insistance le devoir des vieux continents d'aider le jeune continent d'Afrique sur le plan social, économique et humanitaire ; pareille aide doit s'étendre sur les sociétés civiles. Les grandes puissances veulent contrôler systématiquement, jusque dans les moindres détails les sociétés moins avancées afin de les maintenir au statu quo.

africaine, à cause de son esprit d'enrichissement individuel élevé, a géré de manière particulière la crise sanitaire, soutenue par l'aide financière des grandes puissances.

### 1. La politique africaine

La politique africaine est plurielle au regard des États membres du « jeune continent » d'Afrique. Sa diversité ne lui ôte en rien sa caractéristique générale : dépendance excessive des grandes puissances. La plupart des États africains sont confrontés aux mêmes problèmes : sanitaires, éducatifs, politiques, sécuritaires, économiques, organisationnels, la mauvaise gouvernance, etc. Ces défis servent de prétexte aux grandes puissances pour s'ingérer astucieusement dans la gestion des conflits et des problèmes africains qu'il est possible de constater çà et là quoiqu'elles en soient instigatrices. Leur ingérence est accompagnée des gestes humanitaires qui attirent l'attention de la population. Celle-ci vit une situation déplorable et nécessite l'implication des grandes puissances pour des résolutions fiables et durables. Les diverses associations européennes ou américaines à vocation humanitaire « impliquées dans l'aide aux pays du sud » (Péan 2010, 56) consolident l'idéologie néocolonialiste et rependent l'odeur du père dont l'arôme est extrêmement senti dans tous les secteurs vitaux à travers leurs aides. En réalité, il ne s'agit pas d'un geste de charité comme le recommanderait l'une de trois vertus théologiques, par contre, il est un endettement sous-couvert de geste de générosité.

L'association « Survie » a parlé de la « Francafrique » et plus tard « France-à-Fric », un efficace écran de fumée qui « ne laisse voir de l'Afrique que les prétendues conséquences des agissements diaboliques perpétrés par la France depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, et masque complètement les actions entreprises, depuis la chute du mur de Berlin, par de nouveaux grands acteurs extérieurs qui ont pourtant très largement éclipsé les *néocolons* français. [...] La Francafrique est le faux nez dissimulant les menées de divers intérêts, surtout anglo-saxons. » (Péan 2010, p. 40) La présence manifeste de l'Europe, de l'Amérique et de l'Asie en Afrique interpelle et mérite attention et examen. Elle dévoile leur triangularité d'intérêt à retirer de la politique africaine qui s'est totalement inféodée à leur politique visant : la lutte contre le développement ou l'émergence de ce « jeune continent » et l'exploitation de ses richesses du sol, du sous-sol, de la faune, de la flore, etc.

Pour réaliser leur objectif, les grandes puissances usent de diverses pratiques culminant dans la division de la classe politique africaine. Les guerres, les embargos, etc. sont à l'ordre du jour. Façonnée par la politique des grandes puissances, la politique africaine doit être à leur service autrement elle sera un mauvais élève. Au regard de ses faiblesses notoires dans la gestion de ses problèmes, il y a lieu d'affirmer qu'elle est parasitaire et donc tributaire de la politique étrangère dans la résolution de ses crises nationales ou internationales. Recourir régulièrement aux grandes puissances dans la gestion des conflits est

un signe d'absence de maturité et de volonté politique. Les acteurs de la politique africaine s'abreuvent avec satiété aux expériences des Etats avancés. Ils devraient s'en inspirer pour une bonne gouvernance afin de refuser « l'esclavagisme volontaire » (E. De La Boétie), la minorité, ce refus de se servir de son entendement (E. Kant.) Raison pour laquelle ils pourraient mettre en place de solides structures sanitaires, sécuritaires, éducatives, etc. qu'ils visitent pour plusieurs raisons dans les pays développés. Voilà qui mettrait leur population respectivement à l'abri de tout danger. Par exemple, la politique africaine a opté pour un mode de gouvernement démocratique. C'est curieux, qu'en Afrique les règles démocratiques ne soient pas de mise. Il est possible de constater que les droits fondamentaux de l'homme y sont totalement foulés aux pieds, les lois y sont opposables aux pauvres, la constitution n'est toujours pas respectée par les dirigeants qui la modifient à leur gré, la liberté d'expression est un crime de lèse-majesté, la vérité des urnes est un mythe, le processus électoral est triqué par avance, le culte des dirigeants est une pratique courante, etc. La politique africaine devrait exploiter à fond son ouverture à la démocratie en exerçant son pouvoir pour « donner satisfaction » (Popper 1998, p.75) à sa population en lui reconnaissant « le droit à la liberté et à la vie » (Popper, 1998, p.101). Ceci montre que la politique africaine est un véritable mauvais défenseur et pratiquant de la démocratie. Pour se racheter, elle doit conduire sa population, « pas à pas, vers plus de droits, plus de liberté, plus de démocratie » (Cattacin et al. 2020, p.20) plus de justice, plus de transparence, etc., signe d'une bonne gouvernance. La politique africaine n'est toujours pas ainsi motivée, car s'assurant que la population ne « peut pas [la] renverser facilement » (Popper 1998, p.75) dans la plupart des cas. Elle est soutenue par les grandes puissances moyennant des accords signés. Si les grandes puissances y trouvent leur compte, les acteurs de la politique africaine excellent, à leur tour, dans un enrichissement individuel élevé. Les pratiques antidémocratiques et autres tares sont tolérées tant que les accords soient toujours de stricte application. La politique africaine travaille pour deux intérêts diamétralement opposés : couvrir la mainmise des grandes puissances sur l'Afrique et protéger ses intérêts égoïstes. Ceci conduit à la liquidation de l'individu, l'oubli de la pratique de la politique africaine sous la conduite des grandes puissances. Nous, population, demeurons ses véritables victimes, car en défendant « nos droits fondamentaux, nous ne devrions ressentir ni hostilité ni indifférence de la part de l'Etat » (Popper 1998, p.101.)

La politique africaine doit prendre conscience de sa responsabilité dans le « mal-développement » de l'Afrique et dans la précarité, la souffrance, l'effusion du sang, etc. de sa population. Elle doit trouver des moyens nécessaires pour la refondation d'un Etat qui n'est plus vu au prisme de la triangularité des grandes puissances. Il nous faut une politique africaine capable « de s'engager dans des conditions vraiment humaines » (Horkheimer & Adorno 1974, p.13.) Les expériences passées servent de référence pour rafraîchir la mémoire de la politique africaine. Il s'en dégage une leçon : pratiquer la politique africaine en

faveur des africains et pour les africains en vue de s'insérer dans la politique internationale à laquelle il faudra contribuer significativement sans s'y diluer. La sortie de cette situation dantesque et avilissante nécessite une « volonté de puissance » (Nietzsche) nourrie de l'analyse critique de la société. Il faut développer une critique de la politique de grandes puissances, de leurs idéologies, une critique de la non-émergence de l'Afrique qui résulte de la prise en otage de la politique africaine par les États avancés. La politique africaine devra procéder à une autocritique de ses actions en fournissant un effort de comprendre la nécessité de s'affranchir de la tutelle des politiques étrangères. Elle doit donc dissoudre l'illusion, l'aliénant, la dépendance, le paternalisme, etc. qui la caractérise. C'est dans ce contexte de faire prévaloir le primat de la liberté sur l'aliénation, le primat logique de l'indépendance sur la dépendance que la politique africaine inscrira au programme de son gouvernement la société elle-même et donc son État, son continent. C'est de cette façon qu'elle organiserait et améliorerait le continent africain pour le rendre un édifice social habitable sans traumatisme complexe. Pareille conversion, on dirait un revirement de la politique africaine, favoriserait la lutte contre la paupérisation croissante de la population africaine. Voilà que la politique africaine pourra concilier l'exigence de l'exercice du pouvoir avec les attentes de la société. En celle-ci, l'individu devient « l'unité la plus petite et la plus concrète de la vie, en-deçà de laquelle il n'y a plus rien, unité en tant que telle irremplaçable, au nom de laquelle bonheur et liberté peuvent encore avoir un encore un sens et être promis » (Cusset & Haber, 2002, p.22.) Pour évoquer la pensée d'Axel Honneth, la revalorisation de la personne dans la société conduit à l'absence de la lutte pour la reconnaissance, la lutte contre les pathologies et contre les injustices sociales. Luttant contre la réification, la politique africaine doit réaliser les espoirs du passé sans en être une raison destructrice et arriver à « libérer les hommes de la peur et de les rendre souverains » (Horkheimer & Adorno, 1974, p.21). Dans une telle société, dont la refondation est à charge de la politique africaine, les crises des épidémies ne poseraient pas beaucoup de dommages et leur gestion et riposte seraient satisfaisantes.

Les catastrophes naturelles, les guerres à répétition, les difficultés sanitaires, économiques, sécuritaires, politiques, etc. plongent la population africaine dans une insécurité mentale. A son tour, la population développe un traumatisme collectif et complexe. A ce contexte social, émaillé des difficultés aux conséquences psychologiques et psychosomatiques, s'ajoute l'effroyable pandémie. Le SARS COV-2 est déconcertant et prouve à suffisance que le monde « resplendit sous le signe des calamités triomphant partout » (Horkheimer & Adorno, 1974, p.21). La maladie à coronavirus s'est déclarée à l'improviste à Wuhan. Elle a opposé une résistance à la riposte en paralysant, tour à tour, toutes les activités en Asie, en Europe, en Amérique et Afrique. Depuis son extension sur le continent africain, elle sème la peur et la désolation. Ses effets néfastes secouent toute la population africaine et personne n'est invincible face à elle.



C'est curieux que sa gestion en Afrique soit renforcée par les aides financières des grandes puissances. Ce qui étonne, les mêmes pays profondément touchés interviennent financièrement en Afrique dans la lutte contre la propagation de la pandémie. Ils seraient motivés par la possibilité d'endetter les États africains en assainissant cette contrée où leurs envoyés circuleront de manière bénigne, sans aucune crainte de contamination, à la sauvegarde de leurs intérêts.

Plaidant pour l'annulation de leurs dettes, les États africains révèlent leur mauvaise gestion. Voilà une raison majeure qui motive la population à se poser des questions sur la gestion de la pandémie par la politique africaine et celle des frais y alloués. La politique africaine ne pouvait plus se lamenter de l'incapacité financière de faire face à la riposte mais tel a toujours été son slogan, signe d'une anomie généralisée.

## **2. Contexte et gestion de la pandémie**

### **2.1. Contexte**

La politique africaine s'exerce dans une société où sa population est stressée à cause de diverses calamités naturelles dont elle est victime de manière régulière, en conséquence, elle est prédisposée au traumatisme et à la phobie de tout phénomène néfaste et face auquel elle se révèle impuissante. Les remarquables guerres et troubles électoraux et postélectoraux, aux conséquences inhumaines, ont des répercussions non-négligeables sur la santé mentale de la population en Afrique. Les catastrophes naturelles dans cette contrée sont nombreuses. Pendant la saison pluvieuse, la population est victime des pertes en vies humaines, de destruction des maisons, causées par les eaux courantes et les éboulements et les inondations. Dans certaines contrées africaines, la promiscuité des habitations favorise des incendies à répétition et les électrocutions s'ensuivent, etc. A cause des espaces réduits, peu importe la saison, les constructions en hauteur sont perceptibles çà et là, en conséquence, les tremblements de terre les détruisent et les conséquences sont énormes. La population africaine vit permanemment dans la peur et donc sa santé mentale est perturbée et jamais tranquille face aux événements horribles de tout genre. Ces expériences négatives motivent la population, caractérisée par une insécurité mentale manifeste, à plaider pour la prévention des dangers. Traversant le moment des affres des guerres et de la hantise du non-être, la population africaine vit l'ébranlement lié au sentiment intime de la tranquillité de l'âme. Elle en arrive à la redécouverte non seulement d'une complicité collective mais aussi de l'individuation, signe du retranchement de la collectivité. Il est possible de vivre des solitudes méconnues, à cause des préventions du danger, à cause d'être lucide sur l'issue fatale. L'implication de tout le monde est nécessaire pour réduire le plus possible danger qui existe pour le genre humain. La maladie à coronavirus est donc un danger permanent et nécessite une riposte conséquente et efficace.

## 2.2 Gestion de la pandémie

Face au SARS COV-2, en préliminaire, les Etats africains ont procédé à la promulgation de l'état d'urgence sanitaire, geste salué par tout le monde. Ils se sont donc inscrits dans la logique de la lutte contre cette pandémie en invitant leur population au strict respect des mesures barrières, tels que la distanciation sociale, le confinement total ou partiel, le port des masques obligatoire, la fermeture des lieux générateurs de rassemblement (fermeture des écoles, des Eglises, des restaurants et bars, des lieux des sports, etc.), le lavage des mains au savon ou au désinfectant, l'exigence de tousser dans le coude, l'interdiction de se tendre les mains, l'usage des poubelles pour y jeter les papiers mouchoirs, le prélèvement de la température, etc. Toutes ces mesures préventives souffraient de l'absence remarquable des mesures d'accompagnement. C'est là que la population éprouvait de fortes difficultés pour s'y conformer rigoureusement.

Plusieurs activités commerciales, divers services de transport en commun, etc. sont organisés par les privés. Comment garder la distanciation sociale dans un bus de transport en commun des capitalistes commerçants ? La distanciation sociale « désigne un espacement qu'il est jugé bon, voire impératif de conserver entre deux personnes pour limiter le risque de transmission d'une infection » (Debarbieux, 2020, p.112.) Les pétroliers ont observé une grève pendant laquelle la rareté du carburant (gasoil, mazout) a été manifeste et le prix du transport en commun a été revu à la hausse. À l'issue de la grève, le prix de vente du carburant a connu une augmentation. Pendant le confinement, le prix des denrées alimentaires de première nécessité a été triplé ou quintuplé. La population vivant au jour le jour est ballotée entre le strict respect du confinement et la faim. Elle expérimente un dilemme : si elle se conforme au confinement, elle sera victime de la faim à laquelle elle est incapable de résister ; cependant, si elle n'observe pas rigoureusement le confinement, étant à la recherche de quoi vivre, elle court le risque de la contamination. Dans les deux cas le danger plane. Il est donc établi que les mesures d'accompagnement des gestes barrières posaient d'énormes problèmes. Voilà qui motive les grandes puissances à accorder des aides financières aux pays moins avancés pour faire face à cette crise sanitaire. Malheureusement, l'usage au quotidien de cette intervention financière n'améliore pas les mesures d'accompagnement des gestes barrières moins encore la gestion du coronavirus. Par exemple, la population est sommée de se procurer des masques. Les dirigeants, sans en procurer à leur population respective, en exigeaient le port et le contrevenant étant soumis à une amende. Si on éprouve des difficultés de se procurer le masque, comment pourrait-on payer une amende y afférente ? Les agents de l'ordre commis à cette fin, connaissant la situation socio-économique et la précarité généralisée de la population, se contentaient des arrangements en sous-main.

Pour lutter contre la pandémie de coronavirus, outre ces mesures barrières destinées à lutter contre sa propagation, la politique africaine a procédé à l'érection des centres de dépistage ou à la transformation des hôpitaux en des

centres de dépistage au diagnostic de la maladie à coronavirus. Ces centres sont destinés également à accueillir les personnes mises en quarantaine, d'une part et celles diagnostiquées positives à la Covid-19, d'autre part. En ses débuts, un seul centre était chargé de diagnostiquer des échantillons prélevés sur des présumés malades. A cause de l'expansion de la pandémie, la diversité des centres de dépistage au diagnostic à la maladie à coronavirus s'impose et leur dissémination dans toutes les grandes villes devient une nécessité. Les matériels servant au test sont disponibles dans des structures indiquées. Cependant, l'équipement des personnels de santé, dans certains endroits pose énormément problème, mais dans d'autres tel n'est pas le cas. Considérant que l'absence des traitements expédients dont l'efficacité a fait ses preuves est manifeste, les personnels de santé administrent les soins à tâtons. Dans certaines contrées, leurs primes de risque ne constituent pas une difficulté mais ailleurs elles demeurent une denrée rare, geste les décourageant. Leurs conditions de travail et de vie n'étant pas optimales, ils sont exposés à la contamination imminente et possible, raison pour laquelle, à un certain moment, quelques membres des personnels de santé pouvaient abandonner leurs malades.

Les personnels de santé sont donc chargés d'organiser la riposte contre la pandémie, génératrice de la peur et du traumatisme complexe à cause de capacité dévastatrice. La politique africaine a créé une équipe de la riposte ayant à sa tête un coordonnateur chargé de présenter chaque soir à la télévision et à la radio le bulletin épidémiologique comprenant, par province, le nombre des décès, des cas positifs au coronavirus, des personnes mises en quarantaine, des malades guéris, etc. Les autorités sanitaires, tels que les virologues, les épidémiologistes, les infectiologues se sont mis à l'œuvre pour proposer des moyens efficaces afin de stopper la circulation de la pandémie. La rupture du stock des matériels destinés à la lutte contre la maladie à coronavirus est un problème réel auquel les personnels de santé se heurtent le plus souvent. A cette difficulté s'ajoutent celle de l'incapacité des médicaments en usage de contenir la pandémie et la forte résistance de celle-ci à la riposte. Il faudrait alors montrer que le combat devient impérativement collectif raison pour laquelle la politique africaine et les autorités sanitaires, en vulgarisant les gestes barrières, sensibilisent la population à la lutte contre la propagation du coronavirus. Il faut combattre la désinformation qui véhicule certaines théories du complot. Quelques personnes soutiennent que la maladie à coronavirus est une chimère et donc elle n'existe pas en Afrique. Cette idéologie renforce le pessimisme conduisant chacun « à ce qu'il souhaite faire du temps qu'il a à vivre » (Habermas 2001, p.11), car la population est déjà dans un état des stress suffisamment avancé, il y a donc une absence du « pouvoir-être-soi-même » c'est-à-dire une autoréflexion et un choix pour soi-même pour l'intérêt infini dans la réussite de son projet vital (Habermas 2001, p.11). Idéologie renforcée par la mauvaise gestion de ponctuelles aides financières reçues des grandes puissances. Ce financement n'est entièrement pas affecté à la résorption de la crise sanitaire ; par contre il sert à un enrichissement individuel des acteurs



politiques africains. Cette maladresse dans la gestion financière renforce le scepticisme développé contre la pandémie.

La gestion de la pandémie est donc à mener sur trois fronts : la lutte contre la maladie à coronavirus, la lutte contre la désinformation et la possibilité de poser de gestes minimes justifiant le financement reçu. Ce qui ne va pas sans poser d'énormes difficultés. La politique africaine se doit de décourager les diverses théories de complot développées autour de la covid-19. Cette attitude de refus et de contestation de l'existence de la pandémie dont la dangerosité est indéniable est un véritable signe d'une santé mentale troublée, à cause de la psychose collective qu'il faut impérativement soigner. Elle argue en montrant que face aux évidences dévastatrices de la maladie à coronavirus, on ne peut pas s'aliéner à une idéologie. L'abîme qui sépare cette maladie de diverses théories du complot, entre autres : la maladie à coronavirus est une imagination de pensée, ne peut pas être franchi par les passerelles de l'idéologie. Et pourtant sa dangerosité et sa capacité dévastatrice sont raisonnablement prouvées à partir de ses victimes par milliers et de ses survivants. Comment une simple idéologie, une expérience qui est seulement « imaginaire », qui se passe uniquement dans la « pensée » peut-elle déjouer le rôle dévolu à une expérience médicale ?

La politique africaine a donc géré la pandémie dans ce contexte des turbulences et d'absence de transparence dans la gestion de financements y afférents. Les mesures d'accompagnement des gestes barrières n'étant pas assumées par l'Etat, la population se prend en charge. Elle procède à la couture des masques, devenues une source de financement. Les chercheurs, dépourvus des subventions, se sont mis à l'œuvre pour proposer des produits à cet effet. Ils pouvaient découvrir dans la nature des plantes présumées dotées des capacités curatives par analogie aux plantes dotées de mêmes propriétés contre la malaria et autres pandémies. Toutes ces contributions ont été proposées aux autorités sanitaires et, à leur tour, les soumettre à l'expertise médicale pour des fins utiles. Malheureusement, elles ne faisaient vraiment pas preuve de testabilité et n'inspiraient donc pas confiance. La politique africaine a l'habitude de ne jamais investir dans la recherche. Cette crise sanitaire est une occasion de placer à son programme la recherche aux subventions conséquentes.

La Covid-19 est une pandémie qui a conduit à la destruction du système économique, scolaire, politique, etc. d'où le chômage. Plusieurs entreprises sont en faillite et le modèle des grandes entreprises est totalement en baisse. La crise sociale, scolaire, économique subséquente de la crise sanitaire nécessite d'être résorbée. La politique africaine, pour résoudre la crise du système éducatif, a procédé au téléenseignement, à l'enseignement virtuel, au télétravail, à l'école à la radio, à la télévision, etc. Les acteurs dudit secteur sont donc appelés à se prendre en charge, car certains États n'ont pas mis à leur disposition des matériels adéquats pour la réussite de l'enseignement virtuel. La période du numérique ne couvre vraiment pas toutes les contrées africaines. Au regard des conditions précaires de travail et de vie, une bonne partie de la population est incapable

d'acquérir des ordinateurs ou des smartphones ou des postes télévisuels, etc. La fourniture en énergie électrique, la connexion à haut débit, l'abonnement à des classes virtuelles, l'achat des mégabytes, etc. constitue une difficulté majeure. Si les apprenants et les enseignants vivant en ville éprouvent ces genres des problèmes que dire de ceux de diverses zones rurales, essentiellement pauvres ? Les apprenants vivant en ville n'ont pas tous bénéficié de l'enseignement virtuel ; ceux des villages n'en parlons pas. Les jeunes pourraient se livrer à des pratiques moralement critiquables. Il faut un nouvel ordre dans le processus éducatif. Il revient à la politique africaine de fournir des efforts pour consolider cette nouvelle pratique enseignante pour « le développement des prochaines générations » (Pape François cité par Michael Czerny 2020, p.9) et la construction d'une société respectant la dignité humaine. Le système éducatif est donc le moteur de l'innovation sociale. Ceci nécessite une politique scientifique efficace en vue de diplômer les lauréats suivant l'invention, la nouveauté et l'utilité de leurs recherches.

La gestion de la pandémie est multisectorielle puisque tous les secteurs de la société sont réellement touchés. La crise sanitaire a donc imposé un chômage à divers travailleurs. Les conditions de vie deviennent difficiles, insupportables. Comment sortir du chômage dans une société des risques dans laquelle les entreprises sont en faillite et les économies en dérive ? L'intervention de la politique africaine dans la création des emplois devient incontournable. Elle aiderait sa population à transcender le traumatisme complexe et la panique qui l'habitent puisqu'elle doit « s'habituer à vivre avec des risques, en sachant que le risque zéro n'existe pas et que les chances d'en être victime sont minimales, mais aussi en sachant qu'il n'y a pas de différence, que le dommage peut s'abattre sur les riches ou sur les pauvres » (Cattacin et al. 2020, p. 15.) De la commercialisation des matières brutes, on devrait passer à leur transformation industrielle. Celle-ci a une valeur ajoutée et nécessite une expertise technique, voilà qui consoliderait une Afrique attractive au climat des affaires attractif, intéressant les investisseurs.

## Conclusion

L'épidémie de la maladie à coronavirus a retenu l'attention de tout homme à cause de sa résistance à la riposte et à sa capacité dévastatrice. Causant un taux de mortalité élevé, la Covid-19, ce fléau qui n'inspire qu'insécurité psychique, peur, stress, traumatisme complexe, panique généralisée, etc. a de fortes répercussions sur la santé mentale des communautés. Raison pour laquelle la politique africaine adopte des dispositions préventives pour lutter contre sa propagation. Voilà qui en appelle à la prise de conscience, car celle-ci est toujours celle de quelque chose (Husserl), et d'ailleurs tout *logos* est *logos* de quelque chose (Platon). La population parle de la maladie à coronavirus, alors parler, c'est parler de quelque chose. Elle est choquée puisque tout patient, testé positif au coronavirus, est isolé et coupé de sa famille. Les coutumes ne sont plus observées, car, en cas, de décès, seuls les agents commis à la riposte sont habilités à organiser

l'enterrement du corps évitant la contamination. Ceci brise les cœurs des familiers et l'angoisse est totalement installée. Traumatisé, le patient a beaucoup de probabilités de mourir à cause de la réclusion et la coupure des liens sociaux et familiaux. S'il advenait qu'il meurt, tout est consommé, les familiers sont horrifiés à jamais et se soupçonnent d'être contaminés, leur santé mentale vit dans une insécurité prononcée et doit avoir des répercussions somatiques incontestables.

La forte résistance de cette maladie à la riposte, sa capacité de regain et de nuisance, sa prompte propagation ne peuvent que réactiver ou réactualiser les stress, les traumatismes, etc. Quoiqu'informée et consciente du fait que les soucis commencent le meurtre avant le temps (Egmont), la population développe des soucis, chargés d'un pathétique excessif.

La politique africaine, dans sa gestion de la pandémie, a renforcé les structures chargées de lutter contre les pandémies puisqu'« il est toujours possible qu'un nouveau virus, une nouvelle épidémie virale ou une nouvelle épidémie bactérienne anéantisse l'humanité en peu de temps » (Popper, 1998, p. 124.) Une gestion responsable de la pandémie nécessite que la politique africaine s'occupe effectivement de la recherche, du système éducatif, etc. pour que les résultats soient exigibles aux chercheurs.

La politique africaine doit gérer la pandémie et ses implications sur la vie sociale, scolaire, économique, politique, sécuritaire, sanitaire, etc. Ce travail est harassant au regard de l'absence de la bonne gouvernance qui la caractérise. Il est possible d'observer dans le comportement de la population la déception et les lamentations. Elle incrimine la politique de son pays de n'avoir pas considérablement pris des dispositions utiles pour lutter contre la pandémie. Les diverses aides étrangères reçues pour cette fin semblent poser d'énormes difficultés dans leur gestion et affectation. Aux conditions de travail difficiles et inappropriées, certains personnels de santé réclamaient leurs primes des risques. Ils pouvaient menacer d'entamer la grève au cas où leurs honoraires ne sont pas payés. Cette difficulté n'est pas à négliger. A elle s'ajoute celle de manque des produits efficaces. Cela n'est un secret pour personne, car les recherches continuent pour découvrir ou inventer un produit ou un vaccin capable d'enrayer la pandémie de la maladie à coronavirus. La politique africaine, dans sa gestion du SARS COV-2, n'a toujours pas envisagé un quelconque financement de la recherche pour que ses chercheurs contribuent efficacement à l'invention ou à la découverte des produits inédits ou du vaccin original contre cette pandémie déconcertante. La gestion de la pandémie nécessite la collaboration de toutes les couches sociales puisqu'il faut une co-disciplinarité, par exemple, la psychopathologie « science des phénomènes psychiques morbides » (Schraml 1973, p.11) devrait être renforcée au regard des effets psychosomatiques de la Covid-19 sur la population. La résurgence de la pandémie est imminente, à quel saint se vouer ? La politique africaine criblée d'endettement lors de la première vague du coronavirus, pourrait-elle s'endetter

encore pour faire face à la seconde vague qui s'annonce ? Elle a même échoué à renforcer son système sanitaire pour éviter d'aller se faire soigner ailleurs où le système de santé est solide pour des maladies connues. Il n'est pas dit que les morts à répétition pendant le confinement étaient causées exclusivement par cette pandémie. Certaines étaient causées par le traumatisme qui conduit aux maladies psychosomatiques. Tout le monde refusant de se diriger à l'hôpital de peur qu'il ne soit assimilé aux présumés malades de la Covid-19, les soins s'administraient à la maison. Et pourtant, les prises en charge à domicile ne pouvaient pas résorber tous les problèmes. Les personnes habituées au contrôle médical trimestriellement ou mensuellement ou tous les six mois, etc. ne pourraient pas, car les voyages sont suspendus. La politique africaine devrait dans sa gestion de la pandémie moderniser son système sanitaire et autres secteurs connexes pour une gestion efficace dans le futur.

### Références bibliographiques

- CANGUILHEM Georges. 2018. *Le normal et le pathologique*, Paris, Editions Quadrige.
- CUSSET Yves. & Stéphane HABER. 2002. *Le vocabulaire de l'école de Francfort*, Paris, Ellipses.
- DEBARBIEUX Bernard. 2020. Distance sociale et confinement au temps du Covid-19. In Fiorenza GAMBÀ, Marco NARDONE, Toni RICCIARDI & Sandro CATTACIN. *COVID-19 Le regard des sciences sociales*, Genève et Zurich, Seismo, , pp.111-123.
- FRANÇOIS Pape. 2020. *La vie après la pandémie*, Città del Vaticano, Libreria Editrice Vaticana.
- GAMBÀ Fiorenza. NARDONE Marco. RICCIARDI Toni. & CATTACIN Sandro. (dirs). 2020. *COVID-19 Le regard des sciences sociales*, Genève et Zurich, Seismo.
- HABERMAS Jürgen. 2001. *L'avenir de la nature humaine. Vers un eugénisme libéral ?* Gallimard, Paris.
- HORKHEIMER Max. & ADORNO Theodor. 1974. *La dialectique de la raison. Fragments philosophiques*, Paris, Gallimard.
- PEAN Pierre. 2010. *Carnages. Les guerres secrètes des grandes puissances en Afrique*, Paris, Fayard.
- POPPER Karl. 1998. *Toute vie est résolution de problèmes. Tome 2. Réflexions sur l'histoire et la politique*, Paris, Actes sud.
- SCHRAML Walter. 1973. *Précis de psychologie clinique*, PUF, Paris.